



SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE LOCATION DE LA SALLE DES COLONNES AVEC MADAME

Le Maire de la Ville de Saint-Cloud,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22, et L. 2122-23,

Vu la délibération n°2021-77 en date du 16 décembre 2021 aux termes de laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire, conformément à l'article L.2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la durée de son mandat, les pouvoirs de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Cloud dispose de salles municipales ouvertes à la location,

CONSIDÉRANT que Madame a besoin d'une salle pour organiser une réception privée,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : DE SIGNER une convention de location de la salle des colonnes, située aux Avelines, 60 rue Gounod, 92210 Saint-Cloud, avec Madame , pour l'organisation d'une réception privée, le dimanche 18 décembre 2022 de 11h à 20h, pour un montant de 450,00€ TTC (quatre cent cinquante euros toutes taxes comprises).

ARTICLE 2 : D'AUTORISER le Maire adjoint en charge de la Culture et du Patrimoine, Madame Ségolène de LARMINAT, à signer la convention.

ARTICLE 3 : La Directrice Générale des Services et le Comptable public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

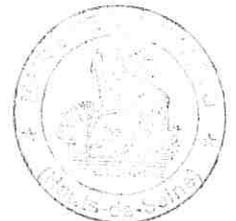
ARTICLE 4 : Conformément à l'article. L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le maire rendra compte de ladite décision et ce, en vertu de la délégation reçue du Conseil municipal durant la réunion obligatoire de celui-ci.

Télétransmission de l'acte le :
Numéro AR. - Préfecture : - 2 DEC. 2022
22 1780
Publication électronique par Ville de Saint-Cloud le :
- 5 DEC. 2022
Acte exécutoire en date du :
- 5 DEC. 2022

Fait à Saint-Cloud, le - 2 DEC. 2022

LE MAIRE,


Éric BERDOATI



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.